



INTERNATIONAL COUNCIL SUPPORTING FAIR TRIAL & HUMAN RIGHTS

Registration No. 2795/2012

OFFICIAL LETTER HEAD OF THE ORGANIZATION

**DI avec la Commission d'enquête sur la République arabe syrienne
POINT4
17/09/2019**

Monsieur le Président:

Aujourd'hui, la Syrie déclare mener sa bataille finale contre le terrorisme mondial soutenu directement et indirectement par les États membres de votre Conseil et vouloir neutraliser les groupes terroristes afin de libérer l'entièreté de son territoire national.

Il semblerait qu'aucune action concrète n'ait été entreprise pour condamner ou enquêter sur les destructions et le déplacement forcé du peuple syrien provoqué par les combats.

Or, le gouvernement syrien a précédemment annoncé qu'il disposait de preuves suffisantes pour faire condamner certains pays lesquels réclament encore l'innocence des terroristes porteurs de leur nationalité.

De son côté, au Conseil de sécurité, le représentant du Koweït a réhabilité les mouvements salafistes et fréristes koweïtiens impliqués dans le financement du terrorisme en arguant que son État ne pouvait identifier les terroristes appartenant à la famille d'Al-Mutairi au prétexte cette famille compterait deux millions de membres alors que le Koweït ne dépasse pas un million, trois cent mille habitants.

Monsieur le Président:

Après 9 ans de guerre, nous estimons que la Syrie a le droit légitime de combattre les terroristes étrangers. Ce droit, qui a provoqué la colère de certains, ne peut être qualifié de violation grave.

Au lieu de cela, il faut faire pression sur ces États pour qu'ils retirent leurs éléments terroristes d'Idlib, leur dernier bastion. En particulier les gouvernements du Bahreïn, de l'Arabie saoudite, du Koweït et de la Turquie qui, malgré leur implication dans des crimes dans leur propre pays, sont toujours membres de votre conseil aujourd'hui. Une décision doit être prise pour suspendre leur adhésion.



INTERNATIONAL COUNCIL SUPPORTING FAIR TRIAL & HUMAN RIGHTS

Registration No. 2795/2012

OFFICIAL LETTER HEAD OF THE ORGANIZATION

Monsieur le Président:

Nous réaffirmons la nécessité de mettre fin au blocus économique et de lever toutes les mesures coercitives unilatérales imposées au peuple syrien comme punition collective, en violation des principes des Nations Unies et en tant qu'obstacles à la réalisation des objectifs du Programme de développement durable à l'horizon 2030.

L'ICSFT condamne la décision de l'administration américaine d'imposer des sanctions aux entreprises et aux personnes participant à la Foire internationale de Damas et à d'autres activités de reconstruction.

Nous concluons en disant: Arrêtez de toucher à la sécurité et à la paix du peuple syrien.

Merci monsieur le président.